

Décision n° 00–86 de l'Autorité de régulation des télécommunications en date du 26 janvier 2000 attribuant une ressource en numérotation à la société Carrier 1 France SARL (numéro court 3091)

L'Autorité de régulation des télécommunications ;

Vu le code des postes et télécommunications, et notamment ses articles L. 34–10 et L. 36–7 ;

Vu le décret n° 96–1224 du 27 décembre 1996 relatif aux redevances dues pour les frais de gestion du plan national de numérotation et de contrôle de son utilisation ;

Vu l'arrêté du 30 décembre 1997 établissant la valeur du coefficient qui fixe l'assiette des redevances pour le coût de gestion de la numérotation ;

Vu l'arrêté du 11 mai 1999 autorisant la société Carrier 1 France à établir et exploiter un réseau de télécommunications ouvert au public et à fournir le service téléphonique au public ;

Vu la décision n° 98–75 de l'Autorité de régulation des télécommunications en date du 3 février 1998 approuvant les règles de gestion du plan national de numérotation modifiée ;

Vu la décision n° 98–170 de l'Autorité de régulation des télécommunications en date du 18 mars 1998 dédiant les numéros courts de la forme 30 PQ et 31 PQ à des services gratuits et les numéros courts de la forme 32 PQ à des services divers modifiée ;

Vu la décision n° 99–707 de l'Autorité de régulation des télécommunications en date du 1^{er} septembre 1999 réservant une ressource en numérotation à la société Carrier 1 France SARL ;

Vu la demande de la société Carrier 1 France SARL reçue le 10 janvier 2000 ;

Après en avoir délibéré le 26 janvier 2000 ;

Décide :

Article 1er –

Le numéro court 3091 est attribué à la société Carrier 1 France SARL (RCS : Nanterre B 420 702 706) pour son service de cartes téléphoniques dans les conditions fixées par la décision n° 98–170 modifiée susvisée.

Article 2 –

La société Carrier 1 France SARL acquitte, pour le numéro court attribué à l'article 1, une redevance dont le montant et les modalités de versement sont fixés par le décret du 27 décembre 1996 et l'arrêté du 30 décembre 1997 susvisés.

Article 3 –

Conformément aux dispositions de l'article L.34–10 du code des postes et télécommunications, le numéro court attribué à l'article 1 ne peut pas être protégé par un droit de propriété intellectuelle ou industrielle. Il est incessible et ne peut faire l'objet d'un transfert qu'après accord de l'Autorité de régulation des

télécommunications.

Article 4

– Au 31 janvier de chaque année, la société Carrier 1 France SARL adresse à l’Autorité de régulation des télécommunications un rapport sur l’utilisation effective du numéro court attribué.

Article 5 –

Le chef du service technique de l’Autorité de régulation des télécommunications est chargé de l’exécution de la présente décision qui sera notifiée au demandeur et mentionnée au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 26 janvier 2000

Le Président

Jean–Michel Hubert